



**Message de soutien
d'INDECOSA-CGT
à la Fédération Droit au Logement
et à son porte-parole, Jean-Baptiste EYRAUD**

L'association de défense des consommateurs de la CGT, INDECOSA-CGT a appris avec une extrême indignation que des militantes et militants du DAL et des familles avaient été violemment agressés par les forces de l'ordre le samedi 19 octobre 2013 après midi, place de la République à Paris. Alors qu'ils manifestaient pacifiquement, notamment pour que les 30 milliards d'euros issus du Livret A soient utilisés pour la construction de logements sociaux et non pas remis par le gouvernement aux banques sans contrepartie.

Roué de coups par les CRS, Jean-Baptiste EYRAUD a eu des côtes fracturées. Cette violence fait suite à d'autres violences, les jours précédents, place de la République, vis-à-vis des militants du DAL. INDECOSA-CGT apporte son total soutien à Jean-Baptiste EYRAUD, à ses camarades et nous lui souhaitons un bon rétablissement. Nous soutenons leur action afin de permettre aux familles sans toit de disposer d'un logement.

Nous adressons au Premier Ministre et au Ministre de l'Intérieur nos plus vives protestations. De telles pratiques policières, de telles violences vis-à-vis de militants pacifistes sont ignobles. En revendiquant le droit au logement pour tous, ils défendent un des droits fondamentaux de l'homme. C'est indigne d'un gouvernement qui prétendait œuvrer pour des valeurs humanistes. Et rajoutant à la violence l'ignominie, cette manifestation avait été déclarée auprès de la Préfecture de Police conformément à la loi.

INDECOSA-CGT est partie prenante de l'action pour l'accès à un logement pour tous. Parce qu'un toit est un droit, parce que la loi DALO doit être appliquée, parce que l'État doit réquisitionner les logements vacants. Pour toutes ces raisons, nous sommes solidaires des actions du DAL.

Au côté du DAL, INDECOSA-CGT combat également la banalisation du livret A. Elle dénonce l'absence de transparence sur ces fonds détenus par les banques et sur leur utilisation.

Saint Avertin, le 4 novembre 2013

Contact :
Patrice BOUILLON au 06 74 74 91 32